

**États-Unis - Exemption de visa -  
Binationaux - Réponse de M.  
Jean-Marc Ayrault, ministre des  
affaires étrangères et du  
développement international, à une  
question écrite au Sénat**  
(Paris, 23 mars 2017)

Le ministère des affaires étrangères et du développement international suit la question de la loi réformant le programme américain d'exemption de visa entrée en vigueur le 21 janvier 2016 avec la plus grande attention. La première de ses missions a été d'informer le public français sur la portée des changements décidés par les autorités américaines en actualisant régulièrement la rubrique «conseils aux voyageurs» de son site internet ([www.diplomatie.gouv.fr](http://www.diplomatie.gouv.fr)).

Cette information, aussi précise que possible, a permis d'alerter les ressortissants français sur les difficultés pouvant se poser, et de les appeler à se renseigner auprès des consulats américains. Le gouvernement a demandé aux autorités américaines de veiller à ce que ces nouvelles mesures n'entravent pas la circulation tant des voyageurs français qui se rendent pour des raisons légitimes dans les pays concernés que des Français binationaux possédant la nationalité de l'un de ces pays (Syrie, l'Irak, l'Iran ou la Libye).

Le gouvernement a également demandé à l'administration américaine d'utiliser la marge de manoeuvre que lui laisse la loi pour favoriser une mise en oeuvre la plus souple possible de la réforme, et de trouver des solutions aux difficultés créées par la réforme pour les citoyens français. Des assouplissements ont déjà été mis en place par l'administration américaine le 27 janvier 2016. À l'exception permanente qui existait déjà pour les fonctionnaires et les militaires en mission officielle, sont venues s'ajouter d'autres catégories qui pourront continuer de bénéficier de l'exemption de visa : journalistes, personnes en mission officielle pour une organisation internationale ou une organisation non-gouvernementale humanitaire.

Par ailleurs, les autorités américaines ont indiqué qu'elles pourront continuer à délivrer des autorisations électroniques de voyage pour les personnes s'étant rendues en Iran et en Irak pour des raisons d'affaires légitimes (après le 14 juillet 2015 dans le cas de l'Iran). L'administration américaine a également indiqué qu'elle mettrait en place des procédures de traitement accéléré des demandes de visa pour les personnes ne pouvant plus bénéficier du programme d'exemption mais devant accomplir un déplacement aux États-Unis pour des raisons d'affaires, humanitaires, ou médicales.

Le Gouvernement poursuit son dialogue avec les autorités américaines pour appeler leur attention sur les difficultés qui demeurent, en particulier pour les binationaux concernés par la réforme, afin de les inciter à rechercher une évolution du dispositif.

Le ministère des affaires étrangères et du développement international saisit ainsi régulièrement l'ambassade des États-Unis à Paris des cas présentant une difficulté particulière.

Dans le cas particulier de l'Iran, la France a également souligné à plusieurs reprises la nécessité de ne pas contrevenir aux efforts déployés dans le cadre de l'accord du 14 juillet pour suspendre l'application de sanctions visant ce pays en parallèle de la mise en oeuvre de ses obligations./.

(Source : site Internet du Sénat)